



*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## LA LIBÉRALISATION DES MARCHÉS LAITIERS. QUELLES RÉPONSES DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET DES POLITIQUES ?

Virginie Baritoux, Vincent Chatellier et Aurélie Trouvé

Société française d'économie rurale | « Économie rurale »

2018/2 n° 364 | pages 7 à 12

ISSN 0013-0559

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-economie-rurale-2018-2-page-7.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Société française d'économie rurale.

© Société française d'économie rurale. Tous droits réservés pour tous pays.



---

## La libéralisation des marchés laitiers. Quelles réponses des acteurs économiques et des politiques ?

Virginie Baritoux, Vincent Chatellier et Aurélie Trouvé

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/5484>

ISSN : 2105-2581

**Éditeur**

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

**Édition imprimée**

Date de publication : 14 juin 2018

Pagination : 7-12

ISSN : 0013-0559

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

**Référence électronique**

Virginie Baritoux, Vincent Chatellier et Aurélie Trouvé, « La libéralisation des marchés laitiers. Quelles réponses des acteurs économiques et des politiques ? », *Économie rurale* [En ligne], 364 | Avril-juin 2018, mis en ligne le 14 juin 2018, consulté le 05 juillet 2018. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/5484>

---

---

# INTRODUCTION

## La libéralisation des marchés laitiers *Quelles réponses des acteurs économiques et des politiques ?*

**Virginie BARITAUX** • Université Clermont Auvergne, AgroParisTech, Inra, Irstea, VetAgro Sup, Territoires, F-63000 Clermont-Ferrand

**Vincent CHATELLIER** • UMR 1302 SMART-LERECO, INRA, Agrocampus Ouest, 44000, Nantes

**Aurélien TROUVÉ** • UFR Agriculture comparée, Agroparistech, Paris

Le lait est un produit singulier<sup>1</sup>. À la différence d'autres productions agricoles, il est à la fois produit et consommé partout sur la planète, même dans les régions sans tradition laitière comme en Asie du Sud-Est ou en Afrique équatoriale (Corniaux, Baritaux et Madelrieux, 2015). Des décalages parfois importants entre l'offre et la demande peuvent être observés dans certains pays. Les spécificités du lait et de certains produits frais qui en sont issus nécessitent le maintien d'un outil de collecte et de transformation dans les zones de production et limitent les flux sur des longues distances. En effet, quelle que soit sa destination, le lait, produit périssable et pondéreux, nécessite une proximité, dans le temps et dans l'espace, entre sa production et sa première transformation (Dedieu et Courleux, 2009). En revanche, les progrès de la technologie laitière permettent de transformer des produits qui deviennent ainsi plus facilement exportables. Depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, on observe un découplage entre zone de production et zone de consommation (Vatin, 1996) qui a conduit à une forte augmentation des flux de produits à l'échelle internationale. En parallèle de ces évolutions des marchés, qui s'accompagnent d'une forte instabilité des prix du lait et des intrants nécessaires à la production agricole, des évolutions fortes des politiques laitières allant vers une plus grande libéralisation, sont aussi constatées, notamment dans l'Union européenne.

Dans ce contexte de mutations du secteur laitier et des politiques associées, un colloque intitulé « Libéralisation des marchés laitiers : quelles réponses des acteurs économiques et des politiques ? » a été organisé par la Société Française d'Économie Rurale (SFER) à VetAgro Sup (campus agronomique de Clermont) les 9 et 10 juin 2016<sup>2</sup>. Il avait pour objectif de partager des analyses et expériences de chercheurs, d'acteurs des filières, de responsables politiques, afin de dresser un premier bilan des évolutions réglementaires récentes et de leurs conséquences sur la production et les filières laitières, ainsi que de mettre en regard ces évolutions en France et dans

---

1. Les travaux présentés dans ce numéro spécial sont centrés sur le lait de vache. Bien que ce dernier représente un peu plus de 80 % de la production laitière mondiale, le lait peut être également issu d'autres espèces animales (bufflonnes, chèvres, brebis, chamelles, yacks, etc.), dont la présence varie selon les zones géographiques.

2. Pour en savoir plus sur le contenu de ce colloque et accéder aux actes des conférences, voir : <https://www.sfer.asso.fr/event/view/7>

d'autres pays (européens et pays tiers). Les contributions présentées dans ce numéro spécial, qui s'inscrivent dans la continuité de ce colloque, apportent un éclairage sur différentes problématiques ayant trait à l'économie laitière et à ses transformations.

La production et la transformation laitières occupent une place importante dans de nombreux pays, tant en termes d'emplois agricoles (surtout féminins), d'occupation du territoire que de contribution à l'activité économique dans les zones rurales (FAO, 2016). À l'échelle mondiale, cette production laitière (toutes espèces confondues), estimée à environ 820 milliards de litres en 2016 (dont 20 % sont issus de l'Union européenne, 17 % de l'Inde, 12 % des États-Unis et 5 % de la Chine), poursuit depuis plusieurs décennies une tendance haussière au rythme d'environ 2 % par an (International Dairy Federation, 2017). Par ailleurs, la production de lait résulte d'une abondante variété de systèmes productifs. Des élevages intensifs en capital composés de plusieurs milliers de vaches laitières en Californie, aux exploitations familiales européennes en passant par les microstructures indiennes (Dervillé, Aubron et Dorin, 2016), ou bien les nouvelles étables de très grande taille en Chine ou au Vietnam (Cesaro, Duteurtre, Quang, Nguyen et Khanh, 2014) fortement dépendantes en achats d'aliments, la diversité des situations productives est indéniable. Cette dernière se traduit au niveau de la taille des élevages, du rationnement des animaux, du degré d'intensification en intrants des surfaces fourragères, de la plus ou moins grande dépendance aux intrants (énergie, aliments achetés), des performances zootechniques, des types raciaux, des technologies utilisées pour la traite, des modes d'organisation du travail... Par ailleurs, elle est d'autant plus grande que les bassins de production ne bénéficient pas tous des mêmes conditions pédoclimatiques, d'aménagement (infrastructures routières notamment) ou encore de niveaux de développement économique.

Cette diversité de la production, tant en termes de produits, de modes de production, que d'organisation économique, se retrouve également au stade de la transformation. En effet, grâce à l'action de l'Homme, le lait a cette faculté de pouvoir être transformé en une multitude de produits (alimentaires ou industriels, ultra-frais ou à conservation longue...). Cette richesse est d'autant plus grande que chaque région a ses propres traditions, recettes et savoir-faire qui peuvent s'ancrer dans une histoire longue. Des milliers de sortes de fromages aux différentes catégories de poudres de lait, du beurre clarifié indien (*ghee*) aux concentrés de protéines sériques, du lait liquide aux innombrables types de yaourts et autres desserts lactés, l'offre est pléthorique. En outre, les progrès scientifiques et technologiques ouvrant la voie à de nouvelles formes d'utilisation des protéines laitières, de nouveaux modes de valorisation du lait devraient encore voir le jour au cours de ce siècle.

Cette diversité s'accompagne d'une multitude d'acteurs et de formes d'organisation des marchés. Dans de nombreux pays en développement, en Afrique de l'Ouest par exemple (Corniaux *et al.*, 2014) ou encore en Inde (Dervillé *et al.*, 2016), la transformation du lait en produits laitiers se fait encore majoritairement au sein de la sphère familiale ou dans des petites structures de transformation artisanales ayant des activités et une distribution localisées (Corniaux *et al.*, 2015). Ces unités artisanales coexistent dans de nombreux cas avec de grandes entreprises industrielles, bénéficiant fréquemment d'investissements étrangers. L'offre locale étant souvent insuffisante pour les approvisionner, l'activité de ces industries repose fortement sur la transformation de laits en poudre et concentré importés (Magnani, 2016). Néanmoins, avec l'appui de politiques nationales d'autonomisation, comme au Vietnam par exemple, certaines grandes compagnies développent leur approvisionnement domestique en s'appuyant sur des élevages contractualisés ou sur l'intégration de la production en créant des « mégafermes » (jusqu'à 40 000 vaches laitières) très mécanisées et intensives (Cesaro *et al.*, 2014). Dans les pays développés, la transformation à la ferme reste marginale et le poids des acteurs industriels,

qu'ils soient privés ou coopératifs, est dominant dans la valorisation globale. Même s'il persiste de nombreuses petites unités de transformation artisanales, le secteur de la transformation est de plus en plus concentré et marqué par la montée en puissance de grands groupes de plus en plus internationalisés.

Les évolutions des structures de production et du tissu industriel laitier sont également fortement influencées par les évolutions de la demande de produits laitiers. Le lait contribue au régime alimentaire d'une part croissante de la population mondiale (FAO, 2013). La consommation annuelle de lait et de produits laitiers, exprimée en équivalent lait, s'élève aujourd'hui à environ 110 kg par habitant à l'échelle mondiale. Si la consommation individuelle diminue désormais dans plusieurs pays développés, dont en France où elle culmine à trois fois la moyenne mondiale, elle augmente dans de nombreux pays en développement (OCDE-FAO, 2017). C'est notamment le cas en Asie où plusieurs facteurs contribuent à cette croissance : un faible niveau initial de consommation (41 kg/hab./an en Chine, 13 kg/hab./an en Indonésie en 2016 par exemple) ; une amélioration du pouvoir d'achat des classes moyennes ; une urbanisation croissante et un meilleur équipement des ménages qui facilitent le stockage et la distribution des produits laitiers (dont les produits ultra-frais) ou encore une occidentalisation progressive des régimes alimentaires. L'augmentation rapide de la demande n'est cependant pas toujours satisfaite localement par une hausse concomitante de la production du fait de certaines contraintes productives ou économiques qui pèsent sur les exploitations. Ce décalage entre l'offre et la demande amène certains pays à recourir à des importations conséquentes de produits laitiers. Ainsi, la Chine, aujourd'hui premier importateur mondial, achetait, en 2016, près de neuf milliards de dollars en produits laitiers à l'extérieur. **Jean-Marc Chaumet** présente l'évolution du secteur laitier en Chine. Il montre que le pays ne parvient plus à développer sa production au rythme de ses besoins intérieurs et de l'augmentation de la demande. Si des exploitations de grande taille et fortement dépendantes en intrants achetés voient parfois le jour, cela ne suffit pas à contrebalancer la perte en parallèle de nombreuses petites exploitations. En outre, les produits chinois peinent à maintenir leur compétitivité, tant en termes de qualité, du fait de la perte de confiance des consommateurs liée au scandale du lait contaminé à la mélanine en 2008, que de prix, avec la forte augmentation des coûts de production.

Les échanges internationaux de produits laitiers représentaient en 2016 l'équivalent de 8 % de la production laitière mondiale (Chatellier, 2016). Ce taux, qui reste faible comparativement à d'autres produits agroalimentaires tels que les vins (42 %), le soja (42 %) ou le blé (22 %), augmente néanmoins au fil des années. Les principaux importateurs, dont la Chine mais aussi l'Arabie saoudite, l'Algérie et le Mexique, s'approvisionnent surtout en poudres de lait, en mettant en concurrence les fournisseurs de façon à proposer aux consommateurs domestiques des prix attractifs. Des soutiens budgétaires publics sont parfois accordés pour faciliter les importations (comme en Algérie) et soutenir ainsi le niveau intérieur de la consommation. Les achats de produits à haute valeur ajoutée, dont les fromages et les produits ultra-frais, relèvent quant à eux davantage des pays développés. À l'export, le marché des produits laitiers est dominé par trois acteurs, la Nouvelle-Zélande, l'Union européenne (notamment les Pays-Bas, la France, l'Allemagne et l'Irlande) et les États-Unis, engagés dans une concurrence forte pour capter les nouvelles parts de marché liées à l'augmentation de la demande. Pour ces pays, le maintien de l'excédent commercial laitier passe donc par un maintien de leur compétitivité sur les marchés mondiaux. **Christophe Perrot, Vincent Chatellier, Daniel-Mercier Gouin, Mélanie Richard et Gérard You** se penchent ainsi sur le cas de la France, qui est un des principaux pays exportateurs de produits laitiers sur les marchés européens et internationaux. Ils proposent une analyse de la situation structurelle et économique du secteur laitier français en comparaison d'autres pays

concurrents. Après avoir mis en évidence la manière dont le lait collecté en France est valorisé sur les marchés intérieur et extérieur, les auteurs discutent de la dynamique des prix intérieurs, puis de la création de valeur au sein de la filière. Une comparaison des coûts de production du lait est ensuite réalisée à l'échelle des exploitations de l'Ouest de la France, comparativement à d'autres pays européens (Allemagne du Nord, Danemark, Irlande et Pays-Bas) et tiers (Nouvelle-Zélande, l'État de New York et de la Californie aux États-Unis).

Cette évolution des marchés laitiers s'accompagne d'une forte volatilité des prix au cours des dix dernières années (Kakuhl, von Braun et Torero, 2016). Après un pic de prix en 2007-2008, ceux-ci se sont effondrés en 2009, pour repartir à la hausse jusqu'en 2013, puis de nouveau chuter tout au long de la période 2014-2016. Cette volatilité accrue des prix fragilise économiquement les exploitations qui sont également confrontées à la fluctuation du prix des intrants utilisés pour produire du lait (soja, céréales, énergie, etc.). Face aux risques auxquels sont exposés les producteurs, les stratégies des pouvoirs publics diffèrent. Si les producteurs de lait de Nouvelle-Zélande, d'Australie et de nombreux pays pauvres sont historiquement très peu soutenus par les pouvoirs publics, il n'en va pas de même au sein de l'UE, avec la Politique Agricole Commune (PAC), aux États-Unis, avec le *Farm Bill* (et le développement de mécanismes assurantiels) et plus encore, au Canada. **Daniel-Mercier Gouin et Jean-Christophe Kroll** proposent une analyse de l'évolution des mécanismes de régulation des marchés laitiers dans quatre pays non européens : Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande et Suisse. Cet article souligne combien l'hétérogénéité des modes d'intervention est grande à l'échelle mondiale, par exemple entre un système libéral résolument ouvert à la concurrence en Nouvelle-Zélande et un système protectionniste peu exportateur au Canada. À la suite de cette recherche, le travail de **Jean-Noël Depeyrot et Marion Duval** sur la plateforme électronique néo-zélandaise de commercialisation *Global Dairy Trade* (GTD), permet d'aller plus loin dans l'analyse d'un dispositif de régulation des marchés mis en place par un acteur privé dans un contexte libéral. Créée en 2008 par Fonterra (coopérative unique dotée d'un monopole sur les exportations) pour la vente aux enchères de poudre de lait entier, GTD avait pour objectif d'améliorer la mise en relation des opérateurs, de fluidifier et de clarifier les échanges, de faciliter et rendre transparente la formation des prix, permettant aux opérateurs de la filière de mieux anticiper leurs marchés. L'analyse conduite laisse penser que, dans sa configuration actuelle, elle ne permet pas de faire émerger des prix de référence au niveau mondial et que son pouvoir informatif reste limité.

Ces réflexions conduites sur des pays tiers permettent également de prendre du recul par rapport aux dispositifs adoptés au sein de l'UE. Dans le cadre de la PAC, les producteurs de lait ont longtemps été protégés de la concurrence internationale et de la volatilité des prix par des dispositifs de prix garantis, de prélèvements variables à l'importation, de restitutions aux exportations et de quotas de production (OCDE, 2005). Compte tenu des gains de productivité du travail et de l'amélioration des performances techniques, cette protection assurée par les pouvoirs publics n'a cependant pas empêché une profonde restructuration du secteur. En France, par exemple, le nombre d'exploitations laitières a été divisé par plus de cinq en trente ans et le cheptel de vaches laitières a été divisé par deux (Perrot, Caillaud, Chatellier, Ennifar et You, 2015). Un mouvement de concentration géographique de la production laitière est progressivement intervenu au bénéfice des bassins de production les plus compétitifs, tant en France que dans plusieurs États membres d'Europe du Nord (Institut de l'Élevage, 2016). Néanmoins, ce mouvement a été freiné, en France notamment, du fait du lien établi entre quotas de production laitière et terres agricoles. Surtout, les quotas ont permis un contingentement des volumes de production par pays et une maîtrise du budget alloué au soutien de la production. Dans un contexte caractérisé par une croissance des échanges internationaux de produits laitiers et l'arrivée de

nouveaux États membres dans l'UE (2004), un profond mouvement de libéralisation du secteur laitier européen est intervenu au cours des quinze dernières années (Trouvé *et al.*, 2016). Cela s'est traduit par plusieurs modifications successives : une baisse des prix garantis sur certains produits laitiers (beurre et poudres de lait), compensée par l'octroi d'aides directes (couplées puis découplées) aux producteurs de lait ; un encadrement plus strict de l'intervention publique par le stockage ; l'arrêt des restitutions aux exportations ; l'augmentation du niveau des quotas laitiers à partir de 2009, puis leur abandon en 2015. De nouveaux dispositifs ont alors été mis en œuvre pour tenter de gérer les effets de cette dérégulation des marchés : l'entrée en vigueur de nouveaux dispositifs relatifs à l'Organisation commune de marché (OCM) unique, le « paquet lait », l'instauration d'une contractualisation entre producteurs et industriels, le renforcement des organisations de producteurs, la création d'un marché à terme de la poudre de lait, etc. (Trouvé *et al.*, 2016). *In fine*, la dérégulation des marchés laitiers aboutit à une reconfiguration des rapports au sein de la filière laitière, les producteurs, plus nombreux et peu organisés, se trouvant confrontés à une concentration forte des entreprises de l'aval, sans encadrement public des prix et de la collecte (CGAAER, 2015).

Dans ce contexte, **Pierre Lambaré, Marie Dervillé et Gérard You** s'interrogent sur l'évolution des conditions d'accès au marché des éleveurs en France après les quotas laitiers et la mise en place de la contractualisation. L'analyse des arrangements contractuels observés montre une grande diversité des formes d'interaction entre les producteurs laitiers et les laiteries. Elle révèle un refus de coopération des laiteries et une organisation insuffisante des producteurs qui participent à une dégradation des conditions d'accès au marché de ces derniers. Dans ce contexte défavorable, les Organisations de producteurs (OP) apparaissent alors comme des leviers d'action, tant en matière de négociation, de gestion des volumes que de création de valeur, qu'un cadre réglementaire favorable pourrait soutenir. **Jorge Santiso et Francisco Sineiro** s'intéressent, quant à eux, aux évolutions récentes de la filière laitière espagnole et aux conditions de la mise en œuvre, difficile, de la contractualisation entre les différents acteurs impliqués. Ils montrent les effets très déstabilisants de la sortie des quotas laitiers, dans un pays importateur net de produits laitiers. Ils s'interrogent également sur la stratégie qui doit être adoptée, au niveau européen, pour éviter que certains territoires ne soient trop pénalisés. Dans la rubrique débat, enfin, **Frédérique Lorenzi** propose un regard rétrospectif sur les quotas laitiers Montagne, une expérience de territorialisation des droits à produire. Elle apporte un regard critique sur les intérêts et les limites de ce traitement différencié accordé à des zones à handicaps naturels.

Au-delà de l'impact sur les producteurs des évolutions des politiques laitières, se pose également la question des stratégies d'adaptation mises en place par les éleveurs pour faire face aux évolutions et aux incertitudes de leur environnement. **Véronique Lucas et Pierre Gasselin** s'intéressent aux stratégies de recherche d'autonomie sur l'approvisionnement. Ils proposent une analyse, à l'interface entre la sociologie et l'agronomie, des stratégies d'éleveurs laitiers conventionnels engagés dans des Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA). En privilégiant des enquêtes de terrain dans cinq régions françaises, ce travail cherche à comprendre les déterminants et les modalités de cette quête d'autonomie. La coopération de proximité apparaît alors comme un mécanisme transversal pouvant contribuer à la diversification des productions et des modes de commercialisation, à l'autonomisation par la réduction des achats externes, à l'activation des processus écologiques du milieu, ainsi qu'à l'accroissement de l'efficience technique des exploitations. ■



## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Cesaro J.-D., Duteurtre G., Quang H. V., Nguyen M. H., Khanh P. D. (2014). *Développement de la production de lait au Vietnam – Des petites exploitations aux investissements à grande échelle*. Premières rencontres internationales sur « Le lait, vecteur de développement », Rennes, France.
- Chatellier V. (2016). Le commerce international, européen et français des produits laitiers. *INRA Productions animales*, vol. 29, n° 3, pp. 143-162.
- Commission européenne (2017). *Prospects for EU agricultural markets and income 2016-2026*, n° 97.
- Corniaux C., Baritoux V., Madelrieux S. (2015). Les stratégies spatiales hybrides des laiteries entre (re)localisation et globalisation. In M. Napoléone, C. Corniaux, B. Leclerc (dir.), *Voies lactées : dynamiques des bassins laitiers entre globalisation et territorialisation*, Avignon, Cardère, pp. 227-247.
- Corniaux C., Duteurtre G., Broutin C. (2014). *Filières laitières et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest : l'essor des mini-laiteries*. Paris, Karthala.
- Dedieu M.-S., Courleux F. (2009). Les enjeux de la régulation du secteur laitier. Analyse. *Prospective et évaluation*, juillet, n° 11.
- Dervillé M., Aubron C., Dorin B. (2016). Stabilising producers' conditions to access market through cooperative institutional innovations: the case of India. *AC and SD 2016 Agri-Chains and Sustainable Development: linking local and global dynamics*, CIRAD, pp. 33-35.
- FAO (2013). *Milk and dairy products in human nutrition*, 376 p.
- FAO (2016). *The Global Dairy Sector: Facts*. 5 p.
- Institut de l'Élevage (2016). Lait en Europe du Nord : de grands écarts entre pays, mais pas de gagnants sur toute la ligne. *Dossier Économie de l'Élevage*, n° 460, 60 p.
- International Dairy Federation (2017). *The world dairy situation 2016*. Bulletin n° 485.
- Kakuhl M., von Braun J., Torero M. (2016). *Food price volatility and its implications for food security*. New York, Springer.
- Magnani S. D. (2016). *Le lait local au Sénégal : intensifier pour développer ? Dynamiques socio-techniques et anthropologie des pratiques*. S.I.
- OCDE (2005). *La réforme des politiques laitières et de la libéralisation des échanges de produits laitiers*, Paris, OCDE, 176 p.
- OCDE-FAO (2017). *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, 2017-2026*, Paris, OCDE, 153 p.
- Perrot C., Caillaud D., Chatellier V., Ennifar M., You G. (2015). La diversité des exploitations et des territoires laitiers français face à la fin des quotas. *Fourrages*, n° 221, pp. 57-58.
- Trouvé A., Dervillé M., Gouin D., Pouch T., Briot X., Fink-Kessler A., Kroll J.-C., Rat-Asper O. (2016). *Étude sur les mesures contre les déséquilibres de marché : quelles perspectives pour l'après quotas dans le secteur laitier européen ?* Ministère en charge de l'Agriculture et FranceAgriMer, 283 p.
- USDA (2017). *Agricultural projections to 2026*, 106 p.
- Vatin F. (1996). *Le lait et la raison marchande. Essais de sociologie économique*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.